



Enfin le libéralisme ?

Description

La France vient de se choisir un jeune Premier Ministre, Gabriel Attal, assurément inexpérimenté.

Il est la coqueluche des médias et des sondages, tel un nouveau produit mis sur orbite pour l'élection présidentielle de 2027.

Il est un pur produit socialiste, jeune militant passé par le cabinet de Marisol Touraine, ministre de la Santé sous François Hollande.

Depuis 1981 et après 31 années de socialisme (Mitterrand, Jospin, Hollande et Macron), la France cumule les records :

Dettes publiques à plus de 3000 milliards d'euros, soit 111% du PIB

Déficits jumeaux records : déficit budgétaire à près de 173 milliards d'euros et déficit de la balance commerciale à 100 milliards d'euros.

Déficit public à près de 5% du PIB

Dépenses publiques à plus de 55% du PIB ; (plus de 50% des dépenses sont consacrées à la santé et la protection sociale)

Prélèvements obligatoires à 46% du PIB

Pour quels résultats ? Une France désindustrialisée et en déclin, une école et un système de santé effondrés, une perte de souveraineté énergétique et agricole, une insécurité grandissante etc...

Est-ce qu'un apparatchik socialiste serait capable de renier une politique folle ?

Laissons-lui sa chance.

Mais il est permis d'en douter d'autant qu'il a été incapable d'anticiper la grogne des agriculteurs alors que les agriculteurs canadiens, néerlandais, allemands exprimaient déjà leurs mécontentements face aux objectifs délirants de décroissance du « green deal » et ce depuis plusieurs mois.

Il est possible de résumer les maux du pays en quelques points :

Le premier est le socialisme.

Les autres sont la bureaucratie, la réglementation, les lubies écologiques et de décroissance, le poids massif de l'Etat dans l'économie et au sein de la société.

En dépit des mensonges des journalistes, la France n'est pas libérale (dépenses publiques à 55% du PIB).

Il suffit de comparer une fiche de paie sous Pompidou, laquelle avait 10% de cotisations salariales, avec une fiche de paie récente dont les cotisations sociales s'élèvent à 25% ! Autant d'argent en moins pour le salarié !

Et si on se décidait enfin à avoir une politique libérale en France avec un gouvernement concentré sur ses tâches régaliennes ?

Il suffit de lire le papier du blog de Xavier Fontanet (ex-CEO Essilor) sur le modèle suisse pour se convaincre de la pertinence de cette politique : le coût de la sphère sociale en Suisse est de 20 % du PIB grâce au recours aux assurances privées et à des retraites par capitalisation ; et grâce à un code du travail réduit à 30 pages.

En Suisse, la défense, la politique étrangère et la monnaie sont du domaine de l'Etat. Les fonctions régaliennes sont décentralisées au niveau cantonal.

En 2023, le PIB par habitant est proche de 102 000\$ pour la Suisse alors qu'il n'est qu'à 46 000\$ en France.

Et si la France faisait appel à un libéral, à l'instar de David Lisnard, maire de Cannes, pour redresser le pays ?

Exit la bureaucratie, exit les réglementations, exit le socialisme

Comme le dit le fantasque président argentin, Javier Milei, « *Viva la libertad, carajo !* »

Donald Duck

Categorie

1. Économie

date créée

15 mars 2024